



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024
Délibération n°DCC2024_068

Objet	Programme TIMS (Territoires Inclusion Mobilité Sobriété) : convention de partenariat
Rapporteur	Julien POUPON
Service	Pôle Aménagement
Thème	Mobilité

Julien POUPON donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS

1/ Contexte

La CAPLD est lauréate d'un appel à manifestation d'intérêt dénommé TIMS (Territoires Inclusion Mobilité Sobriété) pour un financement de 400 000 euros dans le cadre d'un programme d'actions à hauteur de 749 560 euros sur les années 2024, 2025, 2026.

TIMS est un programme piloté par un réseau d'acteurs de la mobilité, le CLER, qui s'est donné comme objectif d'accompagner 71 projets locaux dès 2024 jusqu'en 2026. Financé par les Certificats d'économie d'énergie (CEE), il vise à offrir des solutions d'écomobilité aux populations éloignées des services de déplacement adaptés à leur besoin, en accompagnant les territoires.

Les projets locaux d'écomobilité inclusive retenus dans le cadre de l'AMI articulent un ensemble d'actions et de mesures permettant le changement de pratiques de mobilité. Pour créer un environnement favorable au dépassement de l'autosolisme, les territoires doivent combiner trois grandes catégories d'actions :

- accompagnement individuel et collectif,
- information et sensibilisation,
- développement de services de mobilité.

Tout projet local doit démontrer son caractère d'inclusion en direction de personnes en situation de précarité par rapport aux mobilités, et sa capacité à générer des économies d'énergie.

2/ Programme d'actions

Dans ce cadre, trois actions faisant partie intégrante du Plan Mobilité de la Communauté seront accompagnées jusqu'en 2026 :

- 1/ Programme d'animations vélos dans le cadre du partenariat avec les acteurs de l'emploi autour du service Velo LD,
- 2/ Expérimentation d'un Transport à la Demande (TAD) à destination des jeunes et des personnes âgées,
- 3/ Expérimentation d'une dynamique de co-voiturage sur les zones d'emplois.

Afin de suivre et animer ces actions, la création d'un poste finançable dans l'appel à projet est également proposé.

3/ Dispositions principales de la convention

Engagement des parties

Le CLER accompagne la CAPLD sur la mise en œuvre et le suivi-évaluation des actions du

programme, leur diffusion à l'échelle nationale, la formation en écomobilité inclusive des personnes en charge du suivi des actions.

La CAPLD participe à la promotion des actions mobilité dans le cadre du programme TIMS, à l'échelle locale et nationale, assure une gouvernance locale et une animation autour des projets, contribue à l'évaluation de ces actions visant à alimenter d'autres expériences mobilité sur le territoire national. Elle s'engage également à assurer un reporting annuel administratif et financier des actions.

Durée de la convention

La convention entre en vigueur à sa date de signature, elle prend effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2024 et se termine le 30 juin 2027.

Les dépenses liées aux actions mobilité sont éligibles à partir du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'à la date de la dernière remontée de dépenses (soit au 30/09/2026).

Les dépenses liées au financement du poste dédié au suivi du programme et des actions TIMS seront éligibles jusqu'au 31 décembre 2026.

Modalités de versement

Le CLER versera au porteur une avance de 30% du financement du programme TIMS au projet local à la signature de la présente convention. Par la suite, le CLER effectuera un versement chaque année en fonction des remontées de dépenses, du budget prévisionnel actualisé et de l'état d'avancement des actions du projet local.

Il est proposé de valider ce partenariat d'accompagnement et de financement avec le réseau CLER – Réseau pour la Transition Énergétique ainsi que le projet de convention et ses annexes joins à la présente délibération.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission aménagement du 13 mars 2024

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 5 mars 2024

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide le partenariat d'accompagnement et de financement avec le réseau CLER - Réseau pour la Transition Énergétique,

Article 2 : valide le projet de convention de partenariat et ses annexes jointes à la présente délibération,

Article 3 : autorise le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération, y compris les avenants à la convention de partenariat.